

<p style="text-align: center;">REGLEMENT INTERIEUR DE LA COMMISSION DE LABELLISATION EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES</p>
--

PREAMBULE

Concrétisant une volonté politique forte de valoriser l'égalité et la mixité professionnelles au sein des entreprises, des associations et des institutions publiques, le « Label Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes » a été mis en place fin 2004, à l'initiative du ministère en charge des droits des femmes, par arrêté du 2 septembre 2004 relatif à la commission de labellisation de l'égalité professionnelle.

Encouragé par l'État, soutenu par les partenaires sociaux, le « Label Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes » peut être attribué à toute entreprise, association ou structure publique, quelle que soit sa taille ou son activité.

Le dossier de labellisation présenté par les organismes candidats est instruit par un organisme de labellisation qui apprécie la mise en œuvre par le candidat de la politique et des actions en faveur de l'égalité et de la mixité professionnelles et soumet un rapport à la commission de labellisation.

L'évaluation effectuée par l'organisme de labellisation, fait référence aux items du cahier des charges du « label Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes », version en vigueur.

Une commission de labellisation, composée de trois collègues, représentant respectivement l'État, les syndicats de salariés et les organisations patronales rend ensuite un avis, au vu duquel l'organisme de labellisation prend la décision d'accorder, avec ou sans recommandation, ou de refuser la labellisation.

Le « Label Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes » marque l'engagement d'organismes novateurs dans leur approche de l'égalité entre les femmes et les hommes. Il récompense l'exemplarité de leurs pratiques.

SOMMAIRE

TITRE I – MISSIONS ET COMPOSITION DE LA COMMISSION

Article 1^{er} – Missions de la commission

Article 2 – Composition de la commission

2-1 - Collèges

2-2 –Modalités de désignation

Article 3 - Présidence de la commission du Label Egalité

Article 4- Missions du Président de la commission

TITRE II – FONCTIONNEMENT

Article 5 – Bureau de la commission

5-1 - Composition du bureau

5-2 – Missions du bureau

5-3- Réunions du Bureau

Article 6 – Représentation des membres de la commission

Article 7 – Lieu de réunion de la commission et de son bureau

Article 8 – Réunions de la commission

8-1- Organisations des réunions

8-2- Examen des rapports d'évaluation de l'organisme de labellisation

8-3- Traitement des plaintes et contestations

8-4- Prévention des conflits d'intérêt

8 - 5- Réunion extraordinaire de la commission de labellisation « Egalité»

8-6 Archivage

Article 9 - Quorum

Article 10 – Votes

Article 11 – Procès verbaux

Article 12 – Le fonctionnement matériel de la commission

Article 13 – Situations d'urgence

Article 14 – Suspension ou retrait du label

14-1 *La suspension du Label*

14- 1 – 1 – Définition de la suspension du Label

14- 1 – 2 – *Motifs de suspension du label*

14- 1 – 3 – Modalités de suspension du label

14- 1 – 4 – Conséquences de la suspension du label

14-2 Le retrait du Label

14-2-1- Définition du retrait du Label

14-2-2- *Motifs de retrait du label*

14-2-3 – Modalités de retrait du label

14-2-4 – Conséquences du retrait du label

Article 15 – Gratuité du mandat

Article 16 - Secrétariat du Bureau et de la commission

Article 17 –Confidentialité

TITRE I – MISSIONS ET COMPOSITION DE LA COMMISSION

Article 1^{er} – Missions de la commission

La durée du cycle de labellisation est de 48 mois avec un suivi à 24 mois.

La commission de labellisation est chargée, dans le cadre des procédures d'attribution, de suivi et de renouvellement ou autre procédure, des missions suivantes :

- 1/ examiner le ou les rapports, préparés par l'organisme de labellisation sur,
 - o la demande initiale de labellisation,
 - o le « suivi à 24 mois », dans les conditions fixées à l'article 5-2 du présent règlement,
 - o la demande de renouvellement du « Label Egalité ».
- 2/ examiner les cas de suspension, de levée de suspension ou de retrait du label,
- 3/ rendre un ou des avis sur les plaintes et contestations éventuelles relatives à l'attribution du label afin de permettre à l'organisme de labellisation de les traiter, en tenant compte de ce ou ces avis,
- 4/ décider d'éventuelles évolutions du présent règlement intérieur,
- 5/ proposer, en tant que de besoin, des évolutions relatives aux cahiers des charges et/ou du dispositif d'évaluation,
- 6/ émettre un avis dans les conditions fixées à l'article 13 quant aux décisions « d'urgence » prises par l'organisme labellisateur et ce dans un délai de 30 jours consécutifs à compter de la ou des prise(s) de décision « d'urgence », sous peine de nullité de ladite ou desdites décisions,
- 7/ proposer à la/au président-e en tant que de besoin des groupes de travail ad hoc, et en déterminer alors l'objet, la composition, les missions et les modalités de travail.

Les avis de la commission peuvent être conditionnés à la réalisation d'actions complémentaires. Dans ce cas, la commission est informée par le bureau des résultats desdites actions.

L'organisme labellisateur prend en compte pour sa ou ses décisions de labellisation, de suspension ou de retrait du label, le ou les avis émis par la commission, et, le cas échéant, les avis émis par le bureau de la commission pour les demandes de "suivi à 24 mois".

La commission peut auditionner tout expert et/ou toute personne qualifiée, à la demande de sa/son Président-e ou d'un tiers de ses membres.

La commission de « labellisation Egalité » effectue un bilan annuel de l'ensemble du dispositif et propose, le cas échéant, toutes les évolutions qu'elle souhaite.

Article 2 – Composition de la commission

2-1 - Collèges

La commission est instituée par arrêté du ministre en charge de l'égalité professionnelle. La commission de « labellisation Egalité Professionnelle » est composée de 15 membres :

- cinq organisations syndicales représentatives (CFTC, CFDT, CFE-CGC, CGT et FO) – collège un,
- cinq organisations patronales représentatives (CGPME, FNSEA, MEDEF, UPA et UNAPL) – collège deux,
- cinq représentants de l'Etat, choisis pour leur compétence notamment en matière d'égalité professionnelle (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques, Direction générale de l'administration et de la fonction publique, Direction générale de la cohésion sociale,

Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle) et Direction générale du travail) - collège trois.

2-2 –Modalités de désignation

Un équilibre entre les femmes et les hommes est recherché parmi les représentants de cette commission et aucun intérêt dominant ne doit prévaloir en son sein.

Aucun conflit d'intérêt ne doit intervenir dans le cadre des activités de la commission. Le cas échéant et à titre préventif, les dispositions prévues à l'article 6 du présent règlement s'appliquent.

Chaque institution, membre d'un des collèges, désigne un.e représentant.e et un.e suppléant.e.

La durée des mandats des membres de la commission est de quatre ans, renouvelable. Les collèges s'engagent à assurer leur représentation aux réunions de la commission et à pourvoir au remplacement de la personne qu'ils ont désignée en cas d'absence prolongée.

Article 3 - Présidence de la commission du Label Egalité

La présidence de la commission est assurée par la Direction Générale de la Cohésion Sociale.

La/le président.e désigne son ou ses suppléant.e.s.

Article 4- Missions du Président de la commission

La/le président.e ou sa/son suppléant.e assure les fonctions suivantes :

- elle/il convoque sur demande de l'organisme labellisateur et par son entremise, le bureau et/ou la commission;
- elle/il préside et veille au bon déroulement des réunions du bureau ainsi que celles de la commission. A ce titre, il s'assure de la tenue des procès-verbaux du bureau et signe les procès-verbaux des séances du bureau et ceux de la Commission ;
- elle/il peut inviter tout expert et/ou toute personne qualifiée à assister au bureau et/ou à la commission de son initiative ou à la demande du tiers de ses membres ;
- elle/il peut décider de créer tout groupe de travail ad hoc.

TITRE II – FONCTIONNEMENT

Article 5 – Bureau de la commission

5-1 - Composition du bureau

Le bureau est composé de la ou du président.e de la commission ou de sa/son suppléant.e qui représente le collège de l'Etat, et de deux autres membres ou de leurs suppléant.e.s.

Ces deux autres membres sont un membre du collège des organisations syndicales de salariés et un membre du collège des organisations syndicales d'employeurs.

Il appartient aux collèges des organisations syndicales de salariés et des organisations syndicales d'employeurs, de désigner, pour chacun d'entre eux, pour quatre ans, le membre qui la/le représente au bureau, par un vote à la majorité des membres présents ou représentés du collège concerné et à bulletin secret si un des membres le demande.

Le bureau est présidé par la/le président.e de la commission ou par sa/son suppléant.e.

5-2 – Missions du bureau

Le bureau assure les fonctions suivantes :

- il prépare les travaux de la commission dans les conditions prévues à l'article 8 du présent règlement et veille à son bon déroulement ;
- il établit l'ordre du jour de la commission ;
- il s'assure de la tenue des procès-verbaux et de leur enregistrement ;
- il peut entendre des experts ;
- il débat le cas échéant sur les questions qui lui sont posées par la commission ;
- il procède au premier examen des demandes initiales de candidature au label et des demandes de renouvellement, ainsi que des cas de suspension et de retrait du label ;
- il rend des avis, par délégation de la commission, pour le « suivi à 24 mois ». Ces avis sont transmis à l'organisme labellisateur. Le bureau a toujours la possibilité de demander à la commission, au cas par cas et s'il l'estime opportun, de rendre un avis à sa place sur les « suivis à 24 mois ».

Dans le cadre des « suivis à 24 mois », l'organisme labellisateur adresse les dossiers de suivi à l'ensemble des membres de la commission quinze jours ouvrables au minimum avant la tenue du bureau.

Un membre de la commission peut alors demander par écrit (courriel par exemple) que le suivi à 24 mois d'un organisme soit assuré par la commission.

Au titre des dispositions de l'article 1^{er}, le bureau peut être conduit à s'assurer du suivi des actions complémentaires demandées par la commission et/ou rendre un avis sur délégation de la commission.

5-3- Réunions du bureau

Le bureau est convoqué par la/le président.e, sur demande de l'organisme labellisateur et par son entremise, ou, à son initiative et sur invitation de l'organisme de labellisation, dans le respect d'un préavis de 15 jours ouvrables. L'ordre du jour est proposé par l'organisme labellisateur à la ou au président.e, qui l'arrête. Les documents sont transmis dans un délai de 15 jours ouvrables avant la réunion du bureau.

L'organisme de labellisation, qui assure le secrétariat du bureau, assiste aux réunions du Bureau et en fait un relevé de décisions transmis aux membres de la commission.

Article 6 – Représentation des membres de la commission

Chaque membre de chaque collège a la possibilité de confier un pouvoir à un autre membre, quel que soit le collège, étant précisé que chaque membre ne peut détenir plus de deux pouvoirs au total.

Article 7 – Lieu de réunion de la commission et de son bureau

L'administration tiendra à la disposition de la commission et du bureau des locaux pour leur permettre de tenir ces réunions.

Article 8 – Réunions de la commission

8-1- Organisation des réunions

L'organisme de labellisation assiste aux réunions de la commission et en assure le secrétariat.

La commission se réunit sur convocation de son président, à la demande de l'organisme labellisateur, et, par son entremise. Celui-ci propose l'ordre du jour à la ou au président.e, qui l'arrête. La commission se réunit au moins 4 fois par an, selon les modalités et principes visés au présent article. Un calendrier prévisionnel est établi lors de la dernière réunion de l'année pour l'année suivante.

Les convocations sont envoyées au moins quinze jours ouvrables à l'avance par le secrétariat et indiquent l'ordre du jour.

Chaque membre peut être représenté conformément aux dispositions de l'article 6 du présent règlement.

Une feuille d'émargement est renseignée par les membres de la commission et est signée par la/le président.e.

Chaque réunion donne lieu à un procès – verbal réalisé par l'organisme de labellisation et signé par la/le président.e de la commission ou sa/son suppléant.e.

8-2- Examen des rapports d'évaluation de l'organisme de labellisation.

L'organisme de labellisation présente à la commission, une fois recueilli l'avis du bureau, un rapport d'évaluation pour chaque candidature initiale et renouvellement. Ce rapport d'évaluation, ainsi que le dossier de candidature complet et ses pièces jointes, sont transmis 30 jours calendaires minimum avant la réunion aux membres de la commission.

Concernant les « suivis à 24 mois », la procédure d'examen des rapports est précisée à l'article 5-2 du présent règlement.

8-3- Traitement des plaintes et contestations.

Une plainte est définie comme une réclamation d'un tiers relative à la labellisation d'une structure.

Une contestation est une réclamation émanant d'une structure à l'encontre d'une décision relative à son dossier de labellisation ou de demande de labellisation.

La commission est informée par l'organisme labellisateur des réclamations émises dans le respect d'un préavis de quinze jours ouvrables minimum avant la réunion de la commission et elle émet un avis quant aux suites à donner, pour permettre à l'organisme de labellisation de les traiter. Elle est informée des suites que l'organisme labellisateur a donné à ses avis. L'avis de la commission relatif aux traitements des réclamations est sans appel.

8-4- Prévention des conflits d'intérêt

Afin qu'aucun conflit d'intérêt ne puisse intervenir dans le cadre des activités de la commission et du bureau, dès lors que ce dernier ou cette dernière doit examiner le cas d'une structure candidate au Label Egalité, toute personne, membre du bureau ou de la commission et directement liée à cette structure candidate au Label Egalité, se doit de déclarer immédiatement ce lien, selon les cas, soit au bureau, soit à la commission et ne doit pas prendre part aux débats et échanges du bureau et/ou aux débats et avis de la commission relatifs à ladite structure candidate au Label Egalité professionnelle.

8 - 5- Réunion extraordinaire de la commission de labellisation « Egalité»

Une réunion extraordinaire est organisée par le secrétariat de la commission dès lors que l'ordre du jour de la commission Label Egalité professionnelle porte sur la modification du cahier des charges du « label Egalité professionnelle» et/ou du règlement intérieur de la commission ou d'une situation d'urgence telle que définie à l'article 13 ou qu'un événement majeur nécessite la tenue d'une réunion extraordinaire, à la demande d'un tiers de ses membres avec des représentants d'au moins deux collèges.

8-6 Archivage

L'ensemble des dossiers des candidats, des comptes rendus et des procès verbaux sont archivés par l'organisme de labellisation, pendant 30 ans, et ensuite détruits.

Article 9 - Quorum

Lorsque la commission est chargée, dans le cadre des procédures d'attribution, de suivi et de renouvellement ou autre procédure (suspension, levée de suspension, gestion des plaintes, ...) du « label Egalité professionnelle », d'examiner un rapport préparé par l'organisme de labellisation, et/ou de rendre un avis, les délibérations de la commission sont valables si la moitié au moins des membres est présente ou représentée et si chaque collègue a au moins 2 membres représentés.

La notion de « membres représentés » recouvre les membres présents et les membres leur ayant donné pouvoir (dans la limite de deux pouvoirs par membre présent, comme le prévoit l'article 6 supra).

Lorsque la commission a pour ordre du jour la modification du cahier des charges du « label Egalité professionnelle » ou la modification du règlement intérieur, ou pour toute autre réunion extraordinaire, le quorum est le même.

Si le quorum n'est pas atteint suite à la première convocation, les membres de la commission sont convoqués à nouveau. Lors de cette nouvelle réunion, la commission peut valablement délibérer si chaque collègue a au moins deux membres représentés.

Le titulaire et son suppléant peuvent venir ensemble aux réunions dans la limite de deux participations à des fins de formation. Le suppléant qui accompagne le titulaire ne peut prendre part ni aux débats ni aux votes.

Article 10 – Votes

Seuls les membres de la commission disposent du droit de vote.

Tous les membres de la commission disposent du droit de vote.

Chaque membre dispose d'une voix et de deux pouvoirs au maximum.

Les avis ou décisions de la commission sont adoptés à la majorité simple des membres présents ou représentés.

En cas d'égalité des votes, la voix de la ou du président.e est prépondérante.

Article 11 – Procès verbaux

Les procès-verbaux des réunions de la commission mentionnent le résultat des votes de la commission, avec mention expresse du décompte des votes.

Les procès-verbaux des délibérations de la commission sont validés par le bureau et archivés par le Secrétariat de la commission.

Article 12 – Le fonctionnement matériel de la commission

La gestion matérielle de la commission est assurée par l'organisme de labellisation et régie par le règlement intérieur.

Article 13 – Situations d’urgence

La situation d’urgence se définit comme étant une situation caractérisée par la survenance de tout fait de nature à porter atteinte directement et/ou indirectement au dispositif de labellisation et/ou à l’image dudit dispositif.

Dans ces cas de situation d’urgence, l’organisme labellisateur, qui est le seul à apprécier ce type de situation, est habilité à prendre toute décision à caractère conservatoire, après consultation par courriel des membres du bureau.

Dans un tel cadre et à la suite de ce ou ces décisions d’urgence, l’organisme labellisateur a l’obligation d’informer, dans les meilleurs délais, et par tout moyen, le président de la commission.

Toutes les décisions d’urgence prises par l’organisme labellisateur doivent être impérativement soumises à la commission, réunie en session extraordinaire par tout moyen, à l’initiative de cet organisme, dans un délai de 30 jours consécutifs à compter des prises de décision, pour avis, sous peine de nullité dans l’hypothèse où aucune réunion de la commission n’est pas prévue dans ce délai.

Article 14 – Suspension ou retrait du label

14-1 La suspension du Label

14- 1 – 1 – Définition de la suspension du Label

La suspension du label dispense une structure labellisée, **à partir d’une date donnée et pour une période définie**, de l’obligation de démontrer auprès de l’organisme labellisateur la réalité et l’efficacité des actions reconnues dans le cadre de l’attribution du Label.

La suspension du label ne peut être supérieure à une durée de 18 mois.

La structure qui a son label suspendu s’engage à ne plus communiquer sur le label pendant le temps de la suspension.

14- 1 – 2 – Motifs de suspension du Label

La suspension du label peut être demandée à l’initiative du titulaire du label, de la commission nationale du Label Egalité ou encore de l’organisme labellisateur.

La suspension du label peut intervenir en cas de survenance de tout événement externe ou interne à la structure titulaire du label, quelle qu’en soit la nature, empêchant **momentanément et partiellement** le maintien du dispositif relatif à la promotion de l’égalité et de la mixité professionnelles dans le cadre de la gestion des ressources humaines de la structure et ce au regard des articles du cahier des charges du label (à titre d’exemple : absence de négociation en matière de renouvellement d’accord d’égalité professionnelle ou de plan d’actions unilatéral au 31 décembre de l’année précédent celle pour laquelle la commission auditionne l’organisme pour les entreprises de plus de 50 salariés ; non application des recommandations formulées par la commission au début du cycle et lors de l’audit de suivi, lors du renouvellement du cycle suivant ; non respect des obligations législatives et réglementaires du RSC ou des données relatives à l’égalité professionnelle dans la BDES et du cahier des charges, dans les cas de renouvellement de label).

Lorsqu’une structure sollicite une suspension du label, celle-ci doit faire une demande circonstanciée par écrit, en précisant les actions sur lesquelles elle s’engage jusqu’à l’audit pour réactiver le label.

14- 1 – 3 – Modalités de suspension du Label

L'organisme labellisateur requiert l'avis de la commission du Label Egalité, après l'en avoir préalablement informé.

La date de la suspension d'un label est fixée par l'organisme labellisateur, après avis de la commission, sauf cas de situation d'urgence.

14- 1 – 4 – Conséquences de la suspension du label

La suspension du label entraîne les conséquences suivantes :

- interdiction de communiquer en interne et en externe sur le label, quelle que soit la forme et le vecteur de la communication utilisé ;
- interdiction d'utiliser le logo du label ;

La suspension du label fait l'objet d'une communication sur le site Internet dédié au dispositif de Labellisation, précisant les dates de début et de fin prévisionnelle de cette suspension, étant précisé que cette information pourra indiquer si la suspension est intervenue à l'initiative de la structure labellisée, de la commission, d'une décision de l'organisme labellisateur.

Pour que la suspension du label soit levée, l'organisme labellisateur procède à une nouvelle évaluation intermédiaire. Selon le résultat de l'évaluation ainsi menée et après avis de la commission, l'organisme labellisateur prend la décision de rétablir le label ou de le retirer.

La suspension de la labellisation n'entraîne pas de prorogation de la durée de validité de ladite labellisation.

14-2 Le retrait du Label

14- 2 – 1 – Définition du retrait du Label

Le retrait du label est une décision qui consiste, à partir d'une date donnée, à enlever le label à la structure qui en était titulaire et ce nonobstant les dates de validité de l'attestation de labellisation.

14-2-2- Motifs de retrait du label

Le retrait du label peut être demandé à l'initiative du titulaire du label, de la commission nationale du Label « Egalité professionnelle » ou de l'organisme labellisateur.

Le retrait du label peut intervenir dans les cas suivants (notamment les organismes qui ont fait l'objet, depuis moins de 5 ans, d'une condamnation définitive pour discrimination à raison du sexe, de la grossesse ou de la situation familiale) :

> En cas de survenance de tout événement externe ou interne à la structure titulaire du label, quelle qu'en soit la nature, empêchant le maintien du dispositif relatif à la promotion de l'égalité et de la mixité professionnelles dans le cadre de la gestion des ressources humaines de la structure et ce au regard des articles du cahier des charges du label.

> En raison d'une évaluation de l'organisme de labellisation non conforme au cahier des charges ou en cas de succession de reports d'audition(s) et/ou d'évaluation(s) de la structure, lesdits reports ne permettant plus à l'organisme de labellisation d'apprécier ledit dispositif de la structure par rapport aux articles du cahier des charges.

14-2-3- Modalités de retrait du label

L'organisme labellisateur requiert l'avis de la commission du Label Egalité.

La date du retrait d'un label est fixée par l'organisme labellisateur, après avis de la commission, sauf cas de situation d'urgence.

14-2-4- Conséquences du retrait du label

Le retrait du label entraîne les conséquences suivantes :

- interdiction de communiquer en interne et en externe sur le label, quelle que soit la forme et le vecteur de la communication utilisée ;
- interdiction d'utiliser le logo du label ;

En cas de retrait du label, la structure qui en était titulaire n'apparaît plus sur le site Internet dédié au dispositif de labellisation. La structure renvoie l'attestation papier du label « Egalité professionnelle ».

Une structure qui a vu son label lui être retiré, doit, si elle souhaite l'obtenir à nouveau, engager une nouvelle démarche et présenter une demande de candidature initiale auprès de l'organisme labellisateur. La commission est destinataire de l'historique de la situation de la structure (date d'obtention du label, du retrait et des motifs).

Article 15 - Gratuité du mandat

Les membres de la commission ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur ont été confiées.

Aucune personnalité qualifiée et ou expert.e ne peut se faire rémunérer dans le cadre de ses activités réalisées au bénéfice de la commission. Les éventuels frais de déplacement sont à la charge des organismes représentés à la commission.

Article 16 – Secrétariat du Bureau et de la commission

Le secrétariat du bureau et de la commission est assuré par l'organisme de labellisation.

Article 17 – Confidentialité

Tous les membres de la commission sont tenus à la confidentialité, concernant les informations fournies par la structure candidate, les débats au sein du bureau, de la commission et des groupes de travail ad hoc, le cas échéant, ainsi que des votes qui interviennent au sein de la commission. Les comptes rendus et procès verbaux des réunions sont confidentiels.

Le ou les expert.e.s et/ou le ou les personnes qualifiées invité.e.s, sont tenus à la confidentialité, concernant les informations fournies par les candidats au label et les débats au sein du bureau, de la commission et des groupes de travail ad hoc, le cas échéant, et les votes qui interviennent au sein de la Commission.

Il appartient à la ou au président.e de la commission de prendre toutes les dispositions nécessaires afin de s'assurer que tout expert ou toute personne qualifiée susvisé soit bien soumis aux exigences en matière de confidentialité.

Fait à Paris, le 16 juin 2016